

## **Hedge funds, private equity, marchés financiers: des amis que tout rassemble !**

A commencer par la communauté des intérêts financiers, mais également des convergences politiques.

Les banques prêtent aux fonds...qui surendettent les entreprises...qui vendent leurs créances aux hedge funds...qui empruntent aux banques. Et chacun se rémunère au passage. Un cycle monétaire vertueux ?

La crise des subprimes américains a été révélateur de l'inefficacité d'une supposée auto-régulation de la financiarisation de l'économie par ses propres acteurs financiers. Si les libéraux sont les premiers à soutenir la légitimité d'un surprofit lié à une prise de risque importante, ils semblent les derniers à vouloir en assumer les pertes. A tel point qu'il faut l'intervention répétée des banques centrales pour soutenir artificiellement un système pervers qui menace de s'effondrer à tout moment ! Il est vrai que lesdites banques centrales sont tout aussi coupables d'entretenir un cycle constant de crédit spéculatif sur les marchés financiers.

D'où la nécessité impérieuse d'un débat public, où chaque citoyen est en mesure d'apprécier pleinement les risques, les enjeux et les conséquences de l'appropriation financière de nos économies nationales par une minorité. Non par la propagande soutenue d'économistes illustres ou de richissimes *partners*, mais par la réalité quotidienne vécue par ceux qui en sont les victimes.

Soutenu par des marchés financiers et de supposés régulateurs, la montée en puissance du private equity et des hedge funds est un phénomène majeur et durable, que seul un contre-pouvoir citoyen efficace est en mesure de juguler. Nos démocraties sont désormais uniquement jugées à l'aune de leurs capacités de rendement financier pour les actionnaires, les sociétés de gestion, les banques, les fonds d'investissement, en un mot les détenteurs de capital. L'Etat s'est totalement désengagé de sa fonction centrale au service des citoyens, privilégiant les valeurs libérales capitalistes au détriment des valeurs fondamentales de l'humanisme et de la satisfaction des besoins économiques et sociaux de toute la population.

La volonté d'entériner la copie conforme du traité européen majoritairement rejeté en 2005 sans même consulter les citoyens révèle, là aussi, qu'un système politique déclinant cherche à conserver, à tout prix, les leviers d'un pouvoir qui s'effrite chaque jour un peu plus, miné par l'influence grandissante du système financier mondial.

Heureusement, de nombreuses voix commencent à s'élever, dans les collectivités territoriales, chez les élus locaux de toutes tendances, dans les associations et les mouvements citoyens, mais aussi chez les chefs d'entreprises qui ne sont pas encore totalement aliénés à un système qu'ils subissent plutôt qu'ils n'encouragent. C'est une chance pour notre démocratie, qu'il nous faut saisir dès aujourd'hui, notamment à l'occasion des prochaines échéances électorales locales françaises.

Car au-delà des clivages idéologiques et politiques, il devient impératif de mener une profonde réflexion sur la place de l'homme au sein de nos sociétés : esclave moderne ou citoyen responsable ?